

retarder le plus longtemps possible l'établissement définitif de la puissance américaine dans les îles Philippines. Les Philippins ont donc trouvé en Europe de l'argent et des armes pour soutenir leur lutte contre les Etats-Unis.

On serait dans l'erreur en croyant que la capture d'Aguinaldo, sur laquelle planent toujours bien des mystères, a mis un terme à la résistance des indigènes. Le nom d'Aguinaldo a beaucoup figuré dans les journaux d'Europe ; mais à l'heure actuelle, dans toutes les îles de l'Archipel, le nom du Général Tinio, qui a succédé à Aguinaldo, jouit d'un prestige que n'obtint jamais son prédécesseur. Il y a en effet des mois et même des années que plusieurs milliers de soldats américains le poursuivent sans l'atteindre.

Enfin le Gouvernement de l'Indépendance a des agents secrets à Paris, à Londres, à Madrid, au Japon, qui sont en relation suivie avec les loges maçonniques de ces divers pays. L'ordre ultime transmis par ces agents est de continuer la guerre. La résistance aux Américains repose d'ailleurs sur un sentiment populaire très-vif. Tous les Philippins ont accueilli avec enthousiasme sans bornes la proclamation de l'indépendance de leur patrie. Cet enthousiasme ne s'est pas encore éteint. Le mot d'Indépendance continue à les griser ; et bien que les réalités de la situation leur persuadent de cesser une lutte, dont l'issue finale ne semble plus douteuse, ils ne peuvent se persuader de la nécessité où ils se trouvent de vivre sous la conduite d'une nation étrangère.

Si les Philippins croient fermement que le temps est venu de gérer eux-mêmes leurs intérêts, toute autre est l'opinion des Américains sur ce point. Voici à ce sujet l'appréciation très nette donnée par la Commission d'enquête dans son rapport au Président des Etats-Unis. "A quelle classe de la société qu'appartinsent les divers témoins que nous avons entendus, il résulte pour nous de leurs témoignages, avec la dernière évidence, que la masse du peuple aux Philippines est ignorante, douée d'un tempérament crédule et puéril ; qu'en conséquence le droit de se gouverner par le bulletin électoral devra être pour lui fort limité, et que le plus grand nombre des habitants, pendant longtemps encore, ne seront pas dans des conditions voulues pour exercer aucun droit po-